

Burundi : le parti au pouvoir rejette tout dialogue avec les syndicats

@rib News, 17/03/2012 â€“ Source XinhuaLe parti au pouvoir au Burundi, rejette toute perspective de dialogue avec la Confédération des Syndicats du Burundi (COSYBU) et la Confédération des Syndicats libres du Burundi (CSB) qui ont lancé jeudi un préavis de grève générale pour protester contre la vie chère. Ces organisations syndicales « ne représentent qu'elles-mêmes », a déclaré le président du Conseil National pour la Défense de la Démocratie/Forces pour la Défense de la Démocratie (CNDD/FDD), Juvénal Ndayishimiye, ajoutant que seuls les députés de l'Assemblée nationale ont les prérogatives de se saisir pour cette question de la problématique de la vie chère au Burundi.

Pour M. Ndayishimiye, le mouvement de rue envisagé par les syndicats serait contreproductif dans la mesure où il n'y a pas d'argent dans la rue. L'Assemblée nationale burundaise, par le truchement de son deuxième vice-président François Kabura, a abondé dans le sens du parti au pouvoir et appelé la population à boycotter l'appel des syndicats à la grève générale. Le président de l'Union pour le Progrès National (UPRONA) Bonaventure Niyoyankana s'est également inscrit contre la solution de la rue et a plaidé pour le dialogue avec les structures syndicales pour aboutir à une solution consensuelle vis-à-vis de la problématique de la vie chère. L'UPRONA, classée deuxième aux dernières élections législatives, est représentée au gouvernement. Pour sa part, le Conseil National des BASHINGANTAHE (CNB, notables burundais) a demandé au gouvernement de suspendre la mesure d'application des nouveaux tarifs de l'eau et de l'électricité avant d'organiser un cadre de dialogue avec les représentants des consommateurs des produits de la REGIDESO pour trouver une solution satisfaisante pour tous afin d'éviter d'envenimer davantage la situation. Le CNB « est inquiet de la montée vertigineuse des prix des produits de première nécessité comme l'eau et l'électricité alors que les citoyens connaissent bien la précarité des salaires des fonctionnaires et d'autres personnes, en particulier celles en chômage, qui ne parviennent plus à nourrir leurs familles », a souligné son président Balthazar Habonimana. Selon une correspondance, la COSYBU, composée de 32 organisations syndicales, et la CSB, qui compte 12 syndicats, ont lancé jeudi un préavis de grève générale. Celle-ci pourrait devenir effective après les délais prévus six jours « ouvrables », soit à partir du lundi 26 mars, si le gouvernement n'a pas satisfait leurs demandes. Elles protestent contre une hausse exorbitante des tarifs de l'eau et de l'électricité dans des proportions de 367% pour l'eau et 266% pour l'électricité au sein de la Régie des Eaux et de l'Electricité (REGIDESO).